



Audit – Bureau de Poitiers
6 Ter rue Albin Haller
Pôle République 2

86000 Poitiers

T : +33 (0)5 49 37 03 13

www.bakertilly.fr

MAISON DE LA CULTURE ET DES LOISIRS DE LA ROCHE POSAY

Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
86270 LA ROCHE POSAY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



**ASSOCIATION MAISON DE LA CULTURE ET DES LOISIRS
DE LA ROCHE POSAY**

Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
86270 LA ROCHE POSAY

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association « M.C.L LA ROCHE POSAY »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de de l'association « M.C.L LA ROCHE POSAY », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Subventions

- Les modalités de suivi et de comptabilisation des subventions et notamment le bon rattachement des subventions à l'exercice d'attribution.
- Les modalités de comptabilisation des fonds dédiés présentés dans l'annexe des comptes.
- De la réalité des subventions par la demande de confirmation auprès des financeurs et par l'analyse des conventions de subventions.

Disponibilités

- De la réalité des disponibilités par la demande de confirmation auprès des établissements bancaires et par l'analyse des relevés bancaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Poitiers le 13 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Emmanuel VIDAL

EMMANUEL VIDAL

BILAN

Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			31.12.2023
	Brut	Amort	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 984.40	5 696.40	288.00	
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT				
CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES	5 696.40	5 696.40		
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	288.00		288.00	
AVANCES ET ACOMPTES (INCORPORELLES)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	335 225.32	315 518.45	19 706.87	12 924.73
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS				
INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS.	335 225.32	315 518.45	19 706.87	12 924.73
IMMOBILISATIONS EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	341 209.72	321 214.85	19 994.87	12 924.73
STOCKS ET EN-COURS	1 662.64	915.00	747.64	747.64
MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES				
PRODUITS INTERMEDIAIRES ET FINIS				
MARCHANDISES	1 662.64	915.00	747.64	747.64
CREANCES D'EXPLOITATION	230 990.34	2 980.00	228 010.34	274 643.65
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	36 664.58	2 980.00	33 684.58	31 992.19
CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS				
AUTRES CREANCES	194 325.76		194 325.76	242 651.46
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	356 176.12		356 176.12	265 152.13
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 794.02		1 794.02	2 646.07
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	590 623.12	3 895.00	586 728.12	543 189.49
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (3)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS (4)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (5)				
TOTAL GENERAL	931 832.84	325 109.85	606 722.99	556 114.22

BILAN

Passif	31/12/2024 Montant	31.12.2023 Total
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	83 202.53	83 202.53
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE		
AUTRES RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	241 169.07	306 868.21
EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	28 694.95	-65 699.14
SITUATION NETTE (1)	353 066.55	324 371.60
AUTRES FONDS		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		95.05
PROVISIONS REGLEMENTEES		
TOTAL AUTRES FONDS (2)		95.05
TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)	353 066.55	324 466.65
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS		
FONDS DEDIES		
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (3)		
PROVISIONS POUR RISQUES		
PROVISIONS POUR CHARGES	106 023.19	95 265.19
TOTAL PROVISIONS (4)	106 023.19	95 265.19
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	31.62	31.62
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	20 040.24	18 615.45
DETTES DES LEGS OU DONATION		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	126 637.88	117 735.31
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES	849.16	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	74.35	
TOTAL DETTES (5)	147 633.25	136 382.38
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	606 722.99	556 114.22

COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Toutes les écritures

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
COTISATIONS	6 187.50		6 267.00
VENTES DE BIENS	422.79		690.07
DONT VENTES DE DONS EN NATURE			
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE	739 193.73		625 045.38
DONT PARRAINAGES			
VENTES DE BIENS ET SERVICES		739 616.52	625 735.45
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	324 448.96		252 514.84
VERSEMT. DES FONDATEURS OU CONSOMMAT. DOTATION CONSOMPT.			
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC			40 000.00
DONS MANUELS			40 000.00
MECENATS			
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE			
CONTRIBUTIONS FINANCIERES			
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS		324 448.96	292 514.84
REPRISES / AMORT., DEPRECIAT. PROV. ET TRANSFERT CHGS	37 284.50		59 540.12
UTILISATIONS DES FONDS DEDIES			
AUTRES PRODUITS	54 265.00		59 569.22
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		1 161 802.48	1 043 626.63
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	232 581.12		237 951.31
AIDES FINANCIERES			
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	43 760.52		40 962.28
SALAIRES ET TRAITEMENTS	682 040.41		651 528.33
CHARGES SOCIALES	164 758.76		173 287.53
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	7 645.44		8 779.21
DOTATIONS AUX PROVISIONS	10 758.00		3 965.19
REPORTS EN FONDS DEDIES			
AUTRES CHARGES			188.61
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2)		1 141 544.25	1 116 662.46
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)		20 258.23	-73 035.83

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	3 260.70		4 749.99
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGE			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		3 260.70	4 749.99
CHARGES FINANCIERES			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	1 700.02		
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (4)		1 700.02	
RESULTAT FINANCIER (3-4)		1 560.68	4 749.99
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION	9 213.83		2 144.48
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	95.05		1 300.25
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGES			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)		9 308.88	3 444.73
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION	2 389.18		858.03
SUR OPERATION EN CAPITAL	43.66		
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (6)		2 432.84	858.03
RESULTAT EXCEPTIONNEL (5-6)		6 876.04	2 586.70

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (7)			
IMPOTS SUR LES BENEFICES (8)			
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5)		1 174 372.06	1 051 821.35
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8)		1 145 677.11	1 117 520.49
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE		28 694.95	
SOLDE DEBITEUR = PERTE			65 699.14
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
DONS EN NATURE			
PRESTATION EN NATURE	180 218.72		168 389.53
BENEVOLAT			
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		180 218.72	168 389.53
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
SECOURS EN NATURE			
MISES A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	179 388.72		168 075.99
PRESTATION EN NATURE	830.00		313.54
PERSONNEL BENEVOLE			
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		180 218.72	168 389.53

COMPTE DE RESULTAT

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR NATURE

Répartition par nature de charges		Répartition par nature de ressources	
TOTAL (871)	0.00	871 Prestations en nature	
861 Mises à disposition gratuite de biens		871000 PRESTATIONS EN NATURE	180 218.72
861000 MISE A DISPO GRATUITE LOCAUX	179 388.72	TOTAL (862)	180 218.72
TOTAL (861)	179 388.72		
862 Prestations			
862000 PRESTATIONS	830.00		
Total charges contributions volontaires	180 218.72	Total produits contributions volontaires	180 218.72

Exercice du 01/01/2024
au 31/12/2024

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'association a pour objet social la création, la gestion et le contrôle de la Maison de la Culture et des Loisirs du Pays des Vals de Gartempe, de Creuse et de l'Anglin.

Faits caractéristiques d'importance significative

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Règles et méthodes comptables

Désignation :

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2024**, dont le total est de 606 722,99 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un **excédent de 28 694,95 euros**. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du **01/01/2024 au 31/12/2024**.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires). Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.
La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Subvention d'équipement

Au titre de la période, l'Association n'a pas perçu de subvention d'équipement.

Provisions pour risques et charges

L'engagement retraite a été provisionné dans les comptes pour un montant de 106 023,19 € au 31 décembre 2024. Cet engagement a été évalué sur la base d'un calcul actuariel en fonction des hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation de 3,38 %
- taux de croissance des salaires de 3,5 %
- un départ à la retraite à 65 ans
- un taux de rotation du personnel de 2 %
- taux de charges sociales de 30% pour les non cadres et 40 % pour les cadres
- table INSEE 2024
- selon la convention collective des centres socioculturels.

Rémunération des plus hauts cadres dirigeants

Conformément à la Loi 2006-586 du 23 mai 2006, la rémunération brute annuelle des plus hauts cadres dirigeants s'élève à 45 443€.

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024
au 31/12/2024

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions brevets licences marques logiciels	5 697			5 697
- Immobilisations incorporelles en cours		288		288
- Avances et acomptes				
Immobilisations incorporelles	5 697	288	0	5 985
- Terrains				0
- Constructions sur sol propre				0
- Constructions sur sol autrui				0
- Installations générales, agencements aménag. const.				0
- Installations techniques, matériel et outillage				0
- Installations générales, agencements aménag. divers				0
- Matériel de transport				0
- Matériel de bureau et informatique mobilier				0
- Emballages récupérables et divers				0
- Immobilisations corporelles en cours				0
- Avances et acomptes				0
- Autres	328 765	14 471		343 236
Immobilisations corporelles	328 765	14 471	0	343 236
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
- Participations évaluées par mise en équivalence				0
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				0
Immobilisations financières	0	0	0	0
ACTIF IMMOBILISE	334 462	14 759	0	349 221

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024
au 31/12/2024

Notes sur le bilan

Amortissement des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement				0
- Donations temporaires d'usufruit				0
- Concessions brevets licences marques logiciels	5 697	0		5 697
- Immobilisations incorporelles en cours				0
- Avances et acomptes				
Immobilisations incorporelles	5 697	0	0	5 697
- Terrains				0
- Constructions sur sol propre				0
- Constructions sur sol autrui				0
- Installations générales, agencements aménag. const.				0,00
- Installations techniques, matériel et outillage				0,00
- Installations générales, agencements aménag. divers				0,00
- Matériel de transport				0,00
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				0,00
- Emballages récupérables et divers				0,00
- Autres	315 841	7 645		323 486
Immobilisations corporelles	315 841	7 645	0	323 486
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
TOTAL	321 538	7 645	0	329 183

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 231059,21 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations		0	
Prêts		0	
Autres		0	
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	36 665	36 665	
Créances reçues par legs ou donations	0	0	
Autres	192 601	192 601	
Charges constatées d'avance	1 794	1 794	
Total	231 059	231 059	0
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir	
Personnel - produits à recevoir	
Charges sociales - produit à recevoir	
Impôts et taxes - produits à recevoir	
Divers - produits à recevoir	192 677
<i>'Etat - Subvention à Recevoir</i>	3 500
<i>'MSA - Subvention à Recevoir</i>	21 052
<i>'Caf - Subvention à Recevoir</i>	167 555
<i>'Remboursement Formation</i>	570
<i>'Autres produits à recevoir</i>	
Disponibilités - produits à recevoir	
Total	
	192 677

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024
au 31/12/2024

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise					0
Fonds propres sans droit de reprise	83 203				83 203
Fonds associatifs avec droit de reprise					0
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise					0
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation					0
Réserves					0
Report à nouveau	306 868	-65 699			241 169
Excédent ou déficit de l'exercice	-65 699	65 699	28 694		28 694
Situation nette	324 372	0	28 694	0	353 066
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					0
Subventions d'investissement	95			95	0
Provisions réglementées					0
Droit des propriétaires - Comodat					0
TOTAL	324 467	0	28 694	95	353 066

Tableau des subventions d'investissement

		Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables		Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal :					
	Affectés à des biens non renouvelables				0
	Affectés à des biens renouvelables	18 461			18 461
TOTAL		18 461	0	0	18 461
Quotes-parts virées au résultat : :					
	Affectés à des biens non renouvelables				0
	Affectés à des biens renouvelables	18 365	96		18 461
TOTAL		18 365	96	0	18 461
		96	-96	0	0

Tableau de retraitement des subventions d'investissement

Cas 1 : avec changement de méthode : la première application du règlement ANC n° 2018-06 a entraîné le retraitement des subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables et figurant jusqu'à maintenant au sein des fonds propres (comptes 1026 ou 1036).

Lors de la première application du règlement ANC n° 2018-06, l'entité a procédé à un retraitement de manière rétrospective des subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables figurant à la clôture de l'exercice précédent dans les comptes 1026 ou 1036 et présentées au niveau du poste « Fonds associatifs sans droit de reprise » du bilan.

Ce changement de méthode comptable a conduit à un reclassement de ces subventions en compte 13 (poste « Subventions d'investissements » au sein des « Fonds propres consommables » du bilan).

Les quotes-parts de ces subventions d'investissement qui auraient été virées au résultat du ou des exercices antérieurs font l'objet d'une comptabilisation en « Report à nouveau ».

Tableau de variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
	Montant global		Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0
						0	
						0	
						0	
						0	
						0	
						0	
Contributions financières d'autres organismes	0	0	0	0	0	0	0
						0	
Ressources liées à la générosité du public	0	0	0	0	0	0	0
						0	
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0

Tableau de variation des fonds dédiés (suite)

Cas 1 – avec changement de méthode : l'application du règlement ANC n° 2018-06 a un impact sur les fonds dédiés enregistrés selon le règlement CRC n° 1999-01 et figurant au bilan, à la date de la première application du nouveau règlement.

A la clôture des comptes annuels de l'exercice précédent établis selon le règlement CRC n° 1999-01, des sommes avaient été enregistrées en tant que « Fonds dédiés » et figuraient au passif du bilan.

L'analyse des projets concernés par rapport aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 a conduit à considérer que ces « fonds dédiés » antérieurement comptabilisés ne répondent plus aux critères posés par la nouvelle réglementation.

En conséquence, les sommes afférentes ont fait l'objet d'un reclassement du poste de « Fonds dédiés » vers le poste « Report à nouveau ».

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					0
Garanties données aux clients					0
Pertes sur marchés à terme					0
Amendes et pénalités					0
Perte de change					0
Charges sur legs ou donations					0
Pensions et obligations similaires	95 265	10 758			106 023
Restructurations					0
Impôts					0
Charges à répartir sur plusieurs exercices					0
Autres provisions pour risques et charges	0				0
TOTAL	95 265	10 758	0	0	106 023
Répartition des dotations et reprises :					
Exploitation	10 758				
Financières					
Exceptionnelles					
Provision pour litige :					
Provision pour charge :					
Prime de Retraite	10 758				

Notes sur le bilan

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024

au 31/12/2024

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)	0	0		
Autres emprunts obligataires (*)	0	0		
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :	0	0		
- à 1 an au maximum à l'origine	0	0		
- à plus de 1 an à l'origine	0	0		
Emprunt et dettes financières divers (*) (**)	32	32		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 040	20 040		
Dettes des legs et donations	0	0		
Dettes fiscales et sociales	126 637	126 637		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0		
Autres dettes (**)	849	849		
Produits constatés d'avance	75	75		
TOTAL	147 633	147 633	0	0

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

32

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

0

(**) Dont envers les associés

0

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	
Personnel - congés à payer	48 518
Personnel - autres charges à payer	
Charges s/provision congés à payer	9 704
Organismes sociaux à payer	
Etat charges à payer	
Autres charges à payer (T/S+pas)	27 950
Total	86 172

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024
au 31/12/2024

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
ABONNEMENT PRESSE (nouvelle republique)	307		
RSI LOCATION ROUTEUR FC246759	65		
RSI LOCATION ROUTEUR PLB FC246769	110		
RSI CONTRAT VDSL FC247359	204		
RSI RESEAU VPN ILOT FC247364	161		
RSI ASSISTANCE RESEAU FC247692	527		
VERRIER AGENDAS 2025	2		
VERRIER AGENDAS 2025	2		
VERRIER CARNET AUTOCOPIANTS	43		
CENTRAL COPIE FV2412625	152		
CCA autres	221		
Total	1 794	0	0

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits financiers	Produits exceptionnels
MSA PS ALSH MERCREDIS	24,35		
PASS SPORT (MERLE MARISOL JUDO)	50		
Total	74	0	0

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024

au 31/12/2024

Notes sur le compte de résultat

Subventions

Ventilation des subventions

Nature du concours ou de la subvention	Etat	Ville	MSA	CAF	Autres	Département	Montant global
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION							
CAF ANIMATION GLOBALE				80 764			80 764
CAF PS FAMILLE				27 020			27 020
CAF PS ALSH				29 952			29 952
CAF PS CLAS				14 234			14 234
CAF PSU				192 534			192 534
CAF PS LAEP				7 331			7 331
CAF PS RAM				33 640			33 640
CAF PS SECTEUR JEUNES				17 040			17 040
CAF BONUS TERRITOIRE				153 737			153 737
PRESTATION	5 184						5 184
ASP	15 134						15 134
ETAT FONJE	10 661						10 661
DDCS VIENN	7 800						7 800
DEPARTEMENT FONCT PROJET						8 500	8 500
VILLE DE LRP - animation g		19 446					19 446
VILLE DE LRP - poste direct		11 154					11 154
VILLE DE LRP - poste secré		29 028					29 028
AUTRES COMMUNES - CE		40 363					40 363
AUTRES COMMUNES - fon		19 880					19 880
VILLE DE LRP - gestion		372					372
AUTRES COMMUNES		2 898					2 898
MSA- Bons vacances			644				644
MSA RAM			1 173				1 173
MSA 86 PS ALSH			450				450
MSA 86 PSU			1 933				1 933
MSA 86 animation globale			7 500				7 500
MSA 86 REAPP			494				494
MSA - fonds d'aide exceptionnelle			4 500				4 500
CAF - ALOE				3 676			3 676
CAF - temps libre famille				3 000			3 000
CAF - REAAP				1 800			1 800
CAF - aide mobilité				14 476			14 476
CAF - aide accueil enfant handicapé				2 438			2 438
CAF - AIDE ECXEPTIONNELLE				32 850			32 850
CHATELLERAULT fonctionn		58 000					58 000
CHATELLERAULT - contrep		6 000					6 000
Sponsoring						280	280
CASINO						20 000	20 000
	38 778	187 141	16 694	614 493	0	28 780	885 886

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

Notes sur le compte de résultat

Contributions volontaires en nature

	N	N-1
Ressources		
Dons en nature		
Prestations en nature	180219	168 390
Bénévolat		
Total	180 219	168 390
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	179 388	168 076
Prestations	830	314
Personnel bénévole		
Total	180 218	168 390

Contributions volontaires

La mise à disposition de matériel, du gymnase, et de la salle inter-associative de la part de la Commune n'ont pas fait l'objet d'une évaluation. Les mises à disposition qui ont été évaluées, pour un total de **180 218,72€** soit :

- 1200 € de valorisation de loyer pour le RAM/RPE
- 1200 € de valorisation de loyer pour le LAEP ;
- 7090 € pour le CLAS par les communes de Pleumartin, Lésigny sur Creuse dans le compte 861
- 7733,62 € pour la micro-crèche "les P'tits Loups des Bois" par la commune de Coussay-les-Bois dans le compte 861
- 65 903,61€ pour la Communauté d'Agglomération du pays châtelleraudais dans le compte 861
- 97091,49€ pour la commune de La Roche Posay, figurent dans les comptes 861, 862 et 871 « contributions volontaires- mise à disposition gratuite ».

Détail pour la municipalité de La Roche Posay

Nous bénéficions de mise à disposition pour un total de 97091,49€ représentant

- 830,00 € pour de mise à disposition de personnel
- 96 261,49€ pour les bâtiments.

Participation des bénévoles

La participation des bénévoles à l'activité de l'Association, n'a fait l'objet d'aucune valorisation.

